

Morts et morts

Jacques Julliard

Le Nouvel Observateur, 5 mai 1994

Sur nos écrans : « Criminelle indifférence ! Il faut plus de sécurité ! » Où donc ? A Imola, bien sûr ! Mais, si vous permettez, au Rwanda d'abord, Rien. Pas un mot. Pas un cri. Pas une larme. Les 200 000 victimes des pogroms du Rwanda s'en sont allées au charnier ou à la rivière au milieu du silence embarrassé du monde entier, quand un accident de la circulation dimanche dernier à Imola remplit sans discontinuer les colonnes des journaux et les écrans de télévision. Et les commentaires de se multiplier : dramatique imprévoyance des autorités ! Criminelle indifférence ! Il faut plus de sécurité ! Oui, il faut plus de sécurité. A Imola, bien sûr. Mais, si vous permettez, à Kigali d'abord. Avant d'aller plus loin, une précaution s'impose. Je ne vous garantis nullement le chiffre de 200 000 morts donné par l'ONU et les organisations humanitaires, ces irresponsables, n'est-ce pas, qui feraient bien de recompter leurs cadavres avant de nous les jeter à la figure. Au risque de nous troubler en plein reportage sportif. C'est comme à Gorazde : le chiffre des victimes avait été e-xa-gé-ré ! 300 morts seulement. On respire ! Encore un coup des Bosniaques musulmans, qui s'obstinent à se défendre, au risque d'irriter M. Juppé. Comme l'écrit opportunément Jacques Duquesne dans « la Croix » (3 mai 1994) : « Il existe aussi des bellicistes et des provocateurs dans l'autre camp, des gens toujours décidés à en découdre pour reconquérir par les armes ce qu'ils ont perdu. » « Reconquérir par les armes ce qu'ils ont perdu » ? Diable ! Peuvent pas crever tranquilles ? Va-t-en-guerre de bougnoules ! Maîtres chanteurs ! Provos ! Mea culpa. J'avais, il y a quinze jours, mal parlé de Boutros-Ghali à cause de son comportement faible et incertain dans l'affaire bosniaque. Jusqu'à demander sa démission. Depuis, Boutros-Ghali s'est rattrapé. Il a, non sans courage, proposé au Conseil de Sécurité de l'ONU l'emploi de la force pour faire cesser le massacre

des populations rwandaises. Qu'a fait le Conseil? De la philosophie politique. Il a beaucoup discuté pour savoir si le meurtre de 200 000 Tutsis sur un total d'environ 700 000 constituait un génocide. Il a conclu que non. Puis on est allés se coucher. Il est vrai qu'une semaine plus tôt, le 21 avril, l'ONU n'était pas restée inactive : elle avait décidé, devant l'ampleur des massacres, de réduire de 2500 à 270 le nombre des Casques bleus de la Mission des Nations unies pour l'Assistance au Rwanda. Etranges pompiers qui plient bagage aux premières lueurs de l'incendie. Que faire? Aussi longtemps que l'ONU ne se dotera pas d'une gendarmerie internationale capable, sur requête du Conseil de Sécurité, de protéger les populations civiles contre leurs propres gouvernements et leurs propres militaires, le fossé restera béant, scandaleux, entre les moyens d'information qui nous rendent désormais contemporains tous les crimes de la terre et les moyens d'action, qui sont dérisoires. Au Rwanda comme en Bosnie, nous avons droit à l'éternelle antienne des peuplades-rivales-acharnées-à-s'entr'égorger. Les Hutus contre les Tutsis, pensez donc. Rien à dire, rien à faire. Certes, les rivalités, les haines sourdes entre groupes humains sont de tous temps et de tous pays, pas seulement chez les nègres. Francs et Germains en savent quelque chose. Pourtant, les ethnologues et

les sociologues du Rwanda sont d'accord (1) : la colonisation porte une lourde responsabilité dans l'exacerbation du conflit entre le peuple de seigneurs, les géants Tutsis, civilisés, cultivés à l'image du colonisateur, et celui des esclaves, les minuscules Hutus, balourds et incultes. Deux archétypes imaginaires furent ainsi créés. Souvent sans rapport avec la réalité, car Tutsis et Hutus se ressemblent et parlent la même langue. Il en va du Rwanda comme de la Bosnie : il a fallu un pouvoir dictatorial et cynique pour transformer les rivalités en passions et faire dégénérer les rivalités en tueries. C'est ainsi déjà que le tsarisme en usait avec l'antisémitisme russe. Il organisait des pogroms chaque fois qu'il avait besoin d'un bouc émissaire. Une fois de plus la France est sur la sellette pour sa politique africaine. Pourquoi donc a-t-elle soutenu jusqu'au bout le dictateur Habyarimana, dont la garde prétorienne, craignant pour ses privilèges, est à l'origine des massacres ethniques des dernières semaines? Oui, pourquoi dans le pays des droits de l'homme quatre présidents successifs ont-ils poursuivi la même politique de soutien inconditionnel à des tyrans corrompus, au Gabon, au Zaïre, au Tchad, en République centrafricaine, en Guinée, à Madagascar? Pourquoi avoir armé les assassins, pourquoi les avoir souvent protégés contre leurs propres peuples?

Pourquoi ces louches réseaux parallèles auxquels, de notoriété publique, sont liés les Foccart, les Pasqua, les Jean-Christophe Mitterrand? S'il y avait un Parlement en France, il se poserait cette question, car elle recouvre le plus long scandale de la République et ses secrets les moins avouables.

J. J.

(1) Lire, de Claudine Vidal : « Sociologie des passions » (Côte-d'Ivoire, Rwanda), éd. Karthala, 1991, qui montre l'élaboration historico-imaginaire de l'ethnicité tutsi et hutu.

Jacques Julliard

Le Nouvel Observateur